

20211006 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/35496/la-frontiere-de-levros-un-no-mans-land-grec-ultramilitarise-ou-personne-na-acces-aux-migrants>

Grand angle



Des barbelés ont été installés vers Kastanies, un des points de passage de migrants en 2020. La zone, sous contrôle de l'armée, est interdite d'accès. Crédit : InfoMigrants/ Dana Alboz

La frontière de l'Evros, un no man's land grec ultra-militarisé où "personne n'a accès aux migrants"

Par [Charlotte Boitiau](#) Publié le : 05/10/2021

Échaudée par l'afflux de milliers de migrants venus de Turquie via la rivière Evros à l'extrême est du pays en mars 2020, la Grèce a hautement militarisé la zone. Des exilés continuent toutefois de traverser cette frontière greco-turque sous contrôle exclusif de l'armée. Ils ne reçoivent l'aide d'aucune ONG, d'aucun habitant, interdits dans la zone.

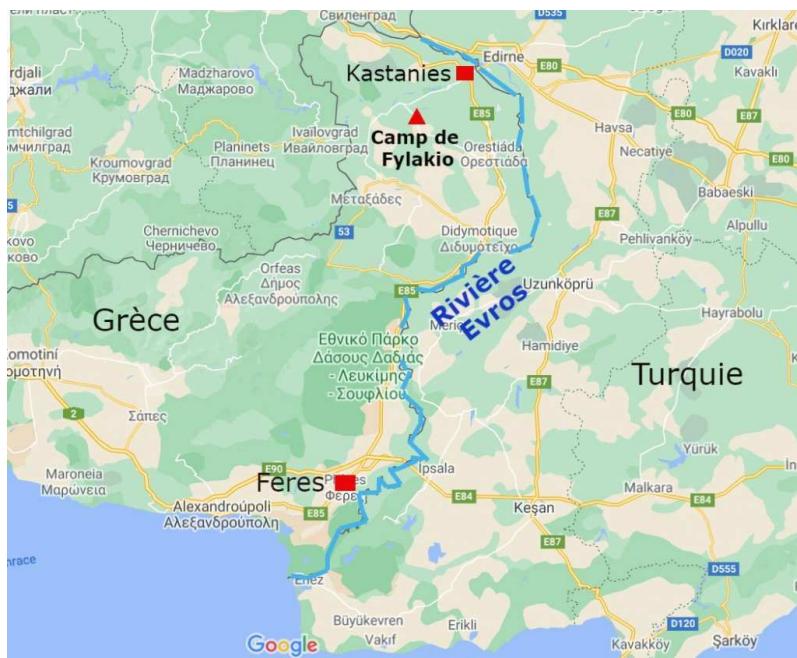
Charlotte Boitiau, envoyée spéciale en Grèce.

C'est une rivière inapprochable à l'extrême pointe de l'Union européenne. Les 500 kilomètres de cours d'eau de l'Evros, frontière naturelle qui sépare la Grèce de la Turquie sur le continent, sont, depuis des années, sous contrôle exclusif de l'armée grecque.

En longeant la frontière, la zone est déserte et fortement boisée. Des ronces, des buissons touffus, des arbres empêchent le tout-venant de s'approcher du secteur militarisé et du cours d'eau. "Il y a des caméras partout. Faites attention, ne vous avancez pas trop", prévient Tzamalidis Stavros, le chef du village de Kastanies, dans le nord du pays, en marchant le long d'une voie ferrée - en activité - pour nous montrer la frontière. Au loin, à environ deux kilomètres de là, des barbelés se dessinent. Malgré la distance, Tzamalidis Stavros reste vigilant. "Ils ont un équipement ultra-moderne. Ils vont nous repérer très vite".

Cette zone interdite d'accès n'est pourtant pas désertée par les migrants. Depuis de nombreuses années, les populations sur la route de l'exil traversent l'Evros depuis les rives

turques pour entrer en Union européenne. [Mais la crise migratoire de mars 2020](#), pendant laquelle des dizaines de milliers de migrants sont arrivés en Grèce via Kastanies après l'ouverture des frontières turques, a tout aggravé.



En un an, la Grèce - et l'UE - ont investi des millions d'euros pour construire une [forteresse frontalière : des murs de barbelés ont vu le jour le long de la rivière, des canons sonores ont été mis en place, des équipements militaires ultra-performants \(drones, caméras...\)](#). Tout pour empêcher un nouvel afflux de migrants par l'Evros.

"Nous avons aujourd'hui 850 militaires le long de l'Evros", déclare un garde-frontière de la région, en poste dans le village de Tychero. "Frontex est présent avec nous. Les barbelés posés récemment nous aident énormément".



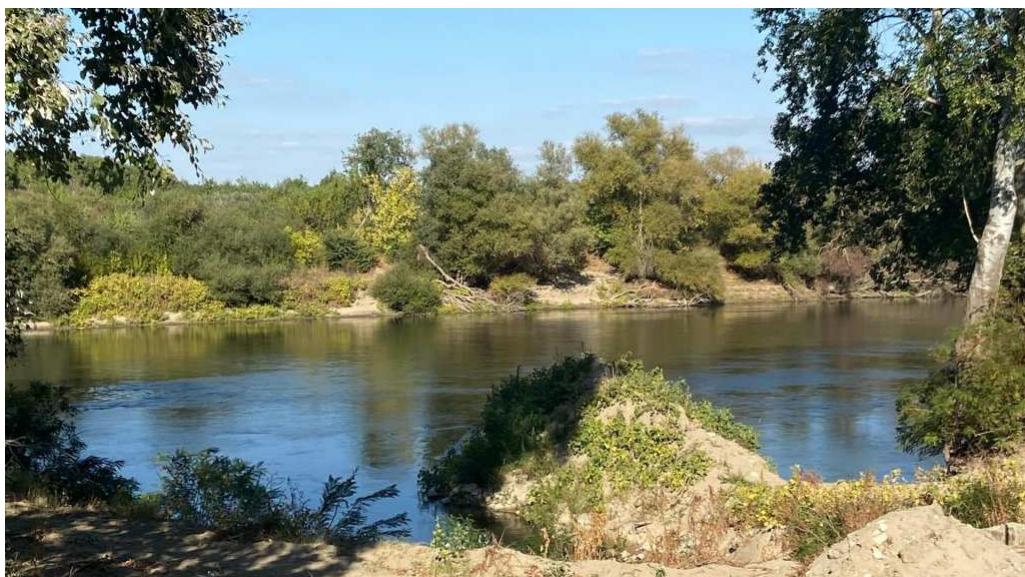
Une patrouille de police grecque devant une nouvelle clôture construite non loin de la ville de Feres, dans la région de l'Evros, le 22 août 2021. Crédit : EPA/Dimitris Tosidis.

"Black-out"

Ces installations ont contribué à faire baisser le nombre de passages. "A Kastanies, avant, il y avait au moins cinq personnes par jour qui traversaient la frontière. Aujourd'hui, c'est fini. Presque plus personne ne passe", affirme le chef du village qui se dit "soulagé". "La clôture a tout arrêté". Mais à d'autres endroits, "là où il y a moins de patrouilles, moins de surveillance, moins de barbelés", des migrants continuent de passer, selon l'association Border violence, qui surveille les mouvements aux frontières européennes.

Combien sont-ils ? La réponse semble impossible à obtenir. Les médias sont tenus à l'écart, le ministère des Affaires étrangères grec évoquant des raisons de "sécurité nationale". Les autorités grecques ne communiquent pas, les garde-frontières déployés dans la région restent flous et renvoient la balle à leurs supérieurs hiérarchiques, et les associations sont absentes de la zone.

C'est ce "black-out" de la zone qui inquiète les ONG. "Des migrants arrivent à venir jusqu'à Thessalonique et ils nous racontent leur traversée. Mais il faut 25 jours à pied depuis l'Evros jusqu'ici. Nous avons donc les infos avec trois semaines de retard", explique une militante de Border Violence, à Thessalonique.



Le fleuve Evros est une frontière naturelle entre la Turquie et la Grèce. A certains endroits, comme ici, aucun barbelés ne séparent les deux pays. La zone est sous contrôle de l'armée, interdite au public. Crédit : InfoMigrants

Les migrants arrêtés par les garde-frontières grecs dans la zone ne peuvent pas non plus témoigner des conditions de leur interpellation. Ils sont directement transférés dans le hotspot de Fylakio, le seul camp de la région situé à quelques km de la Turquie. Entouré de barbelés, Fylakio fait partie des sept centres fermés du pays où les migrants ne peuvent pas sortir. Et où les médias ne peuvent pas entrer.

"J'ai traversé l'Evros il y a un mois et demi et je suis bloqué ici depuis", nous crie un jeune Syrien de 14 ans depuis le camp. "On a passé 9 jours dans la région d'Evros et nous avons été arrêtés avec un groupe de mon village, nous venons de Deir-Ezzor". Nous n'en saurons pas plus, un militaire s'approche.

Des milliers de pushbacks, selon les associations

La principale préoccupation des associations comme Border violence – mais aussi du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) – restent de savoir si les droits fondamentaux des demandeurs d'asile sont respectés à la frontière de l'Evros. "Là-bas, personne n'a accès aux

migrants. La politique frontalière est devenue complètement dingue ! Nous, les militants, nous n'allons même pas dans la région ! On a peur d'être arrêté et mis en prison".

La semaine dernière, le ministre des Migrations, Notis Mtarakis a officiellement [rejeté l'instauration d'un "mécanisme de surveillance" à ses frontières](#), réclamé par l'ONU et la Commission européenne, déclarant que cela "portait atteinte à la souveraineté du pays". Margaritis Petritzikis, à la tête du HCR dans le hotspot de Fylakio, reconnaît que ce qu'il se passe dans l'Evros est opaque. "La frontière doit être mieux surveillée", explique-t-il, en faisant référence à demi mot aux pushbacks, ces renvois illégaux entre deux Etats voisins.



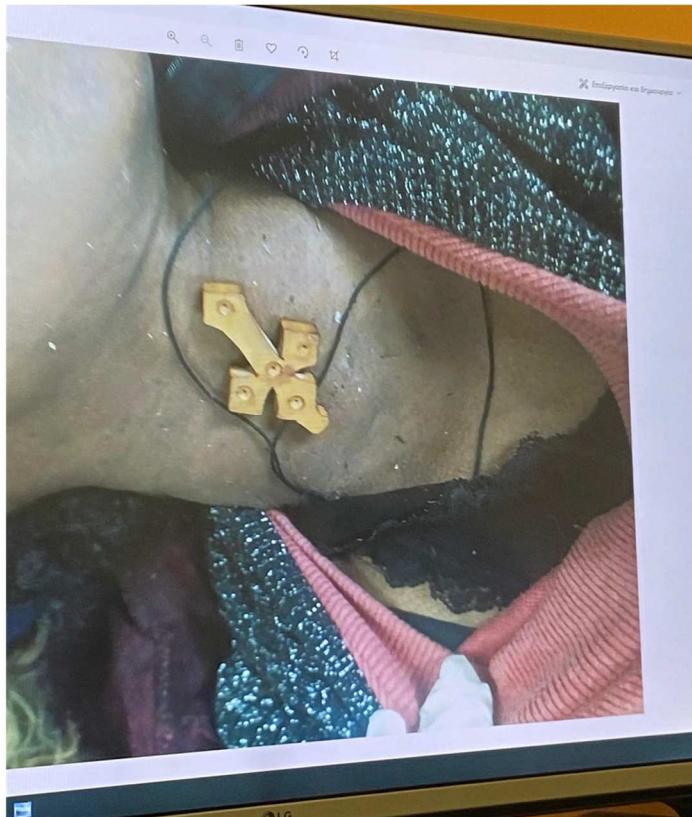
Des jeunes migrants dans le camp fermé de Fylakio, dans la région de l'Evros. Crédit : InfoMigrants

Si les autorités grecques nient les pratiquer, ces pushbacks seraient nombreux et réguliers dans cette partie du pays. "Evidemment, qu'il y a des renvois vers la Turquie", assure un ancien policier à la retraite sous couvert d'anonymat qui nous reçoit dans sa maison à moins de 5 km de la Turquie. "J'ai moi-même conduit pendant des années des bateaux pour ramener des migrants vers la Turquie à la tombée de la nuit".

Selon Border violence, environ 4 000 personnes ont été refoulées illégalement depuis le début de l'année. "Il y en a certainement beaucoup plus, mais de nombreuses personnes ne parlent pas. Elles ont peur".

38 morts dans l'Evros depuis le début de l'année

Au-delà des refoulements illégaux, la question des violences inquiète les associations. [Selon le New York Times, des centres de détention secrets](#), appelés "black sites", seraient présents dans la région. Sans observateurs extérieurs, la zone suscite énormément de fantasmes. "Des migrants nous ont parlé de tortures dans ces centres cachés en Grèce, de chocs électriques, de simulacres de noyades. Nous ne pouvons pas vérifier", continue la militante de Border violence.



Photographie du corps d'une femme migrante retrouvée dans l'Evros. Crédit : InfoMigrants

Et comment recenser les victimes, celles et ceux qui se sont noyés en tentant la traversée ?

Sans accès à la zone, "nous ne pouvons même pas parler de morts mais de personnes disparues", déplore-t-elle. "Nous considérons qu'au bout d'un mois sans nouvelles d'un migrant dans la zone, celui-ci est présumé décédé".

Selon Pavlos Pavlidis, un des médecins-légistes de l'hôpital d'Alexandroupolis, le chef-lieu de la région, déjà 38 personnes sont mortes cette année.

"Beaucoup se sont noyés dans l'Evros, d'autres sont morts d'hypothermie. Surtout l'hiver. Ils traversent la rivière, ils sont trempés. Personne n'est là pour les aider, alors ils meurent de froid. Leurs corps sont parfois trouvés 20 jours plus tard par la police et amenés à l'hôpital", explique-t-il.

Y a-t-il des victimes non recensées ? "Peut-être", répond-t-il. Mais sans maraudes, impossible de surveiller la zone et de venir en aide à des blessés potentiels. "C'est triste de mourir ainsi", conclut-il, "loin des siens et loin de tout".